



Union Interparlementaire
Pour la démocratie. Pour tous.

134^{ème} Assemblée de l'UIP

Lusaka (Zambie), 19 - 23 mars 2016



Conseil directeur
Point 5

CL/198/5a)-R.1
22 février 2016

Rapport du Président

a) Sur ses activités depuis la 197^{ème} session du Conseil directeur

En ma qualité de Président de l'UIP, j'ai été amené à voyager dans différentes régions du monde au cours des six derniers mois. Je me suis employé à entrer en contact avec nos Membres, à solliciter leur soutien et à créer de nouvelles amitiés ou renforcer les liens d'amitié déjà existants. J'ai eu des contacts réguliers avec le Secrétaire général et ses collègues sur un certain nombre de dossiers se trouvant alors au centre des préoccupations de l'Organisation.

A la suite de la 133^{ème} Assemblée de l'UIP, je me suis entretenu avec le Secrétaire général de l'Organisation et les membres de son équipe de direction au Siège de l'UIP à Genève. Nous avons discuté entre autres de la manière dont nous pourrions rehausser le profil de l'Organisation. J'ai proposé d'explorer l'idée de mettre en place IPU TV ainsi qu'une application web qui pourrait être téléchargée sur les appareils mobiles. Nous pourrions utiliser ces deux médias afin d'être plus présents tant auprès des Parlements membres de l'UIP que de ceux qui ne le sont pas. Cette idée a été accueillie avec enthousiasme de la part des Parlements membres avec lesquels j'ai été en contact.

Suite à la quatrième Conférence mondiale des Présidents de parlement, qui a lieu tous les cinq ans, j'ai proposé que l'UIP fasse en sorte que les Présidents de parlement continuent à jouer un rôle actif entre les conférences quinquennales, et ce en organisant des événements régionaux consacrés aux ODD. L'idée serait de se concentrer sur l'Objectif 16, qui concerne la gouvernance, ainsi que sur une cible présentant un intérêt particulier pour chaque région. J'ai formulé l'espoir que de tels événements pourraient avoir lieu dans les six groupes géopolitiques durant les cinq prochaines années.

C'est dans ce contexte que je me suis rendu à Beijing du 8 au 13 novembre, sur invitation du Président de l'Assemblée populaire nationale de Chine, M. Zhang Dejiang. Plus tôt dans l'année, la Chine avait annoncé sa décision d'octroyer un don substantiel à l'UIP. Aussi, ma visite avait pour but de renforcer les liens étroits existant entre l'UIP et ce pays, et de développer davantage encore notre coopération au niveau institutionnel. J'ai eu l'occasion de rencontrer de hauts fonctionnaires gouvernementaux et parlementaires, auxquels j'ai réitéré mes remerciements, au nom de l'UIP, pour la générosité de la Chine. Je leur ai assuré que les fonds octroyés seraient utilisés à bon escient, à savoir pour renforcer les capacités des parlements des pays en développement dans leurs efforts en vue d'atteindre les objectifs des ODD. J'ai rappelé que j'espérais que d'autres Membres suivraient l'exemple de la Chine en apportant eux aussi un soutien supplémentaire à l'UIP. J'ai fait savoir aux autorités de Beijing que l'UIP se trouve actuellement face à une pénurie de parlements prêts à organiser une Assemblée de l'UIP et que je serais enchanté si une prochaine Assemblée de l'Organisation pouvait être accueillie par Beijing.

Peu après, j'ai été invité par la Présidente du Parlement latino-américain (Parlatino), Mme Blanca Alcalá, à me rendre au Panama du 25 au 28 novembre. Cette visite avait pour but de resserrer les liens qui existent entre l'UIP et le Groupe de l'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC). J'ai prononcé une allocution à l'occasion de la 31^{ème} Assemblée générale du Parlatino le 27 novembre, lors de laquelle j'ai exhorté les représentants de 23 parlements nationaux de la région à coopérer plus étroitement encore avec l'UIP sur les problèmes mondiaux d'aujourd'hui et sur l'impact de la violence politique sur la sécurité des citoyens, qui constitue une préoccupation majeure en Amérique latine. J'ai également eu des réunions avec la Vice-Ministre des affaires étrangères, Mme María Luisa Navarro. En outre, ma visite m'a donné l'occasion de m'entretenir avec le Président du Parlement, M. Rubén de León Sánchez, sur le renforcement de l'engagement du Parlement du Panama dans les affaires internationales. Dans le cadre de nos discussions, nous nous sommes attardés sur la nécessité d'intégrer et d'associer, dans les plans nationaux de développement, des mesures sur les Objectifs de développement durable (ODD), les changements climatiques et la réduction des risques de catastrophe.

Sur invitation du Président du Groupe national hongrois de l'UIP, M. Mihály Balla, je me suis rendu à Budapest du 29 novembre au 2 décembre 2015, afin de participer à une session parlementaire extraordinaire destinée à commémorer le 120^{ème} anniversaire de la création du Groupe national hongrois au sein de l'UIP. Membre fondateur de l'UIP, la Hongrie célébrait un anniversaire historique qui a été commémoré entre autres par la frappe d'une pièce de monnaie spéciale. J'ai assisté à la cérémonie d'ouverture de l'exposition de photographies consacrée à l'UIP, qui avait été traduite en hongrois pour l'occasion. Le Parlement avait récemment déménagé dans de nouveaux locaux, où je me suis exprimé lors de la session extraordinaire. J'ai commencé par remercier la Hongrie pour son rôle de pionnier, son Parlement ayant été l'un des premiers à adhérer à l'UIP et à participer à sa première Conférence en 1889. Dès son adhésion, la Hongrie a été un Membre très actif de l'UIP qui a toujours apporté d'importantes contributions au travail de l'Organisation. Ma visite m'a donné l'occasion de rencontrer également le Vice-Premier Ministre, le Ministre délégué à la Diplomatie économique, le Ministre en charge de la Famille et de la jeunesse, le Président de l'Assemblée nationale ainsi que le Président de la Commission des affaires étrangères. L'engagement dont ce Membre de longue date a toujours fait preuve envers l'UIP est très encourageant. La Hongrie pourrait servir d'exemple pour les autres Membres de l'UIP en termes d'engagement et du rôle très actif qu'il est possible de jouer au sein de l'UIP.

J'ai participé à la Réunion parlementaire organisée par l'UIP et le Parlement français à l'occasion de la Conférence sur les changements climatiques (COP21) qui a eu lieu en décembre à Paris. Lors de cette réunion, qui s'est tenue les 5 et 6 décembre à l'Assemblée nationale et au Sénat français, les parlementaires de près de 90 pays ont été exhortés à prendre des mesures énergiques dans le domaine de la lutte contre les changements climatiques et ont adopté une déclaration politique portant sur la nécessité d'accélérer l'action parlementaire en matière.

Cette réunion parlementaire s'est aussi penchée sur l'adoption d'un Plan d'action parlementaire sur les changements climatiques, qui offre aux parlementaires une feuille de route dans laquelle figurent des objectifs clairs concernant la ratification de l'accord conclu à Paris et sur la marche à suivre pour modifier les lois existantes et en adopter de nouvelles. Ce Plan d'action émet également des recommandations sur les mécanismes permettant de contrôler les politiques et les mesures gouvernementales ainsi que sur la façon de garantir un financement adéquat pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris, autant d'aspects fondamentaux de la responsabilité qu'ont les parlements de garantir que les objectifs de lutte contre les changements climatiques soient atteints.

Dans mon discours d'ouverture, j'ai souligné le rôle essentiel que jouent les parlementaires dans la réalisation du programme ambitieux et exigeant de lutte contre les changements climatiques. J'ai relevé notre désir de nous protéger, nous et les générations à venir, contre un chaos climatique ainsi que notre quête d'une planète plus verte et plus sûre tout en progressant sur la voie d'un développement durable au bilan neutre en carbone. J'ai toutefois émis la mise en garde suivante : "Si nous échouons, ce n'est pas seulement nous-mêmes mais aussi les générations futures que nous mettons en situation d'échec". Je suis content que la voix de mon Organisation ainsi que celle de tant de dirigeants mondiaux aient trouvé un écho et qu'un accord sur le climat ait pu être conclu au niveau mondial le 8 décembre 2015 à Paris. Nous pouvons parler d'un réel exploit historique.

Le 21 janvier 2016, je me suis rendu en Egypte après y avoir été invité par le Président du Parlement arabe, M. Ahmed Al-Garawan, dont les bureaux sont situés au Siège de la Ligue arabe au Caire. J'ai rencontré également le Président de l'Egypte, M. Al-Sissi, avec lequel j'ai abordé le rétablissement complet des relations entre le Parlement égyptien et l'UIP à la suite des récentes élections qui se sont déroulées dans son pays. Nous avons examiné le dossier sur la lutte contre le terrorisme qui se trouve actuellement au premier plan des préoccupations de l'UIP, et j'ai invité l'Egypte à jouer un rôle plus actif dans ce contexte.

Lors des échanges que j'ai pu avoir avec le Président et les nouveaux parlementaires élus, nous avons évoqué l'importance de l'action de l'UIP auprès de tous les parlements, Membres ou non Membres, en particulier en temps de crise. Nous avons parlé notamment du renforcement des capacités des parlements, de la formation du personnel parlementaire, d'un investissement dans les services informatiques et de la mise à jour de la bibliothèque et des services de recherche.

J'ai souligné la longue histoire qui unit l'UIP et l'Egypte, qui a été le premier pays arabe à rejoindre l'UIP en 1924. Le Parlement a toujours joué un rôle très actif au sein de l'Organisation et l'un de ses éminents Présidents, M. Ahmed Fathi Sorour, a été élu à la présidence de l'UIP entre 1994 et 1997. Je me suis également rendu à la Chambre des représentants et j'ai assisté à une partie de sa séance plénière de l'après-midi. J'ai discuté avec le Président de cette chambre et lui ai proposé que, en attendant la réaffiliation officielle de l'Egypte à l'UIP, une délégation de son Parlement participe à l'Audition parlementaire annuelle organisée conjointement par l'UIP et les Nations Unies à New York les 7 et 8 février.

Nous avons également discuté du programme d'assistance que l'UIP met actuellement en œuvre en faveur du Secrétariat du Parlement égyptien. Le Président a demandé à ce que puissent être formés non seulement les chercheurs et membres du personnel parlementaire, mais aussi les parlementaires eux-mêmes. J'ai appris que près de 200 parlementaires nouvellement élus avaient entre 34 et 44 ans. J'ai donc encouragé le Président à participer davantage au programme d'autonomisation des jeunes de l'UIP et à envoyer une délégation de jeunes parlementaires à la Conférence des jeunes parlementaires qui se tiendra les 15 et 16 mars 2016, juste avant la prochaine Assemblée de l'UIP à Lusaka.

J'ai participé au tout premier sommet des Présidents de parlement d'Asie du Sud en vue de la réalisation des Objectifs de développement durable, organisé conjointement par l'UIP et le Parlement bangladais et avec le soutien de "Campaign for Tobacco-Free Kids", dans ma ville natale, Dhaka, les 30 et 31 janvier. Dans mes remarques liminaires, j'ai souligné l'importance des ODD non seulement pour la communauté internationale dans son ensemble, mais aussi pour chaque région spécifique, et notamment pour l'Asie. Elle seule peut déterminer la façon dont elle abordera et mettra en œuvre les nouveaux objectifs. Dans leur déclaration finale, les Présidents de parlement d'Asie du Sud ont recommandé de s'approprier les objectifs et de se concentrer en particulier sur celui qui concerne la santé. Ils se sont engagés à lutter contre l'épidémie de tabagisme dans la région et à élaborer des politiques visant à infléchir la consommation de tabac en Asie. D'autres événements régionaux sur les ODD étaient prévus plus tard dans l'année dans la région du GRULAC pour l'Uruguay et en Roumanie pour l'Europe de l'Est.

Début février, je me suis rendu à New York à l'occasion de l'Audition parlementaire annuelle organisée conjointement par l'UIP et les Nations Unies. Cette année, son thème intitulé "Le problème mondial de la drogue : bilan et renforcement de la riposte mondiale", a été choisi afin de contribuer ainsi à la Session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le problème mondial de la drogue (UNGASS) qui se tiendra en avril. Lors de mon allocution d'ouverture, j'ai souligné aux hauts fonctionnaires de l'ONU et aux parlementaires que nous sommes tous responsables du problème mondial de la drogue et qu'il ne disparaîtra pas tout seul. En effet, seule une réponse solide et concertée venant de l'ensemble des parties impliquées réduirait tant l'offre que la demande, ainsi que les problèmes connexes que sont le trafic de stupéfiants, le blanchiment d'argent, le crime organisé et le financement d'activités terroristes. J'ai rappelé par ailleurs qu'il s'agit avant tout d'un problème touchant la santé et le bien-être publics.

A l'occasion de cette Audition, j'ai rencontré le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon. Il s'est félicité de la contribution des parlements et des parlementaires à l'ensemble des principaux processus mondiaux ainsi que de la valeur ajoutée apportée par l'UIP en sa qualité d'organisation mondiale des parlements. M. Ban Ki-moon a également souligné la nécessité de renforcer la relation institutionnelle entre les Nations Unies et l'UIP.

J'ai été invité à m'exprimer dans le cadre du Forum parlementaire sur la justice sociale organisée par la Chambre des Conseillers du Maroc, à Rabat les 19 et 20 février, afin de marquer la Journée mondiale de la justice sociale. Cette Journée a été célébrée sur le thème *Promouvoir la dignité humaine pour rendre possible le vivre-ensemble*. A cette occasion, j'ai souligné le rôle des parlements dans la promotion de la justice sociale. J'ai relevé également la nécessité impérieuse de collaborer avec d'autres parties prenantes telles que les gouvernements, le secteur privé et la société civile, afin d'élargir et d'enrichir le débat sur la justice sociale, mentionnant le fait que celle-ci ne peut être atteinte que si l'ensemble de ces acteurs reconnaissent et remplissent leurs rôles respectifs, et, avant tout, respectent les engagements internationaux.

Enfin, je me suis rendu en Arabie saoudite le 21 février, sur invitation du Président du Conseil consultatif, afin d'échanger sur la manière dont les liens institutionnels entre le Conseil et l'UIP peuvent être renforcés. Nous avons discuté entre autres de la participation des femmes à la vie politique et de leur représentation au sein des parlements, ainsi que de leur émancipation économique. La question de la participation des jeunes au processus décisionnel a également été soulevée.